



Déclaration de la FSU au CSAA du 6 février 2024, 9h15

Les personnels de l'Éducation Nationale ont été nombreux dans notre académie à battre le pavé le jeudi 1^{er} février : 1500 à Tours, 500 à Chartres, 500 à Châteauroux, 600 à Blois, 700 à Orléans, 250 à Montargis, 500 à Bourges.

La mobilisation a été majoritaire dans les collèges avec plus d'un enseignant sur 2 en grève, montrant ainsi la ferme opposition à la mise en place des groupes de niveaux qui vont accroître les inégalités entre nos élèves, altérer la confiance en soi des élèves en difficultés, dénaturer nos métiers et assécher toutes les autres disciplines dans les établissements.

La colère est grande. Notre fierté, notre mission est bien d'accueillir partout tous les élèves sans distinction d'aucune sorte, être ambitieux pour chacun.e, respecter et participer à une véritable liberté de conscience notamment par la construction de l'esprit critique autour de savoirs scientifiquement validés. C'est pourquoi les collègues demandent avec force l'abandon du choc des savoirs et par là, l'abandon total des groupes de niveaux. Ils vont conduire à une forme d'assignation sociale et scolaire d'une grande violence pour les élèves. Ces mesures « choc » qui changent le sens des missions de l'École publique heurtent profondément l'identité professionnelle des professeur.es qui n'ont pas choisi ce métier pour trier les élèves ! La FSU exige l'abandon des mesures « choc des savoirs » en collège comme en lycée.

Les collègues étaient aussi dans la rue pour défendre l'école publique, gratuite et laïque, face à une Ministre hors-sol qui, dès sa première prise de parole, a montré tout sa méconnaissance de l'éducation nationale et tout son mépris de classe envers le public par rapport au privé où elle a choisi de scolariser ses enfants. Elle a ainsi montré tout le bien qu'elle pensait de la mixité dans les classes et sa conception de la laïcité. Quelle est sa légitimité à la tête de notre ministère ?

La jeunesse est attaquée par un gouvernement qui ne cache plus ses accointances idéologiques avec l'extrême-droite : celle-ci est mise au pas avec la volonté de généraliser le port de l'uniforme et le SNU, triée socialement dès le collège avec les groupes de niveaux, mais aussi au lycée avec ParcoursSup, ou encore dernièrement avec la réforme des lycées professionnels où cette jeunesse la plus socialement défavorisée n'aura plus accès à des savoirs émancipateurs. En effet, avec la réforme de la classe de terminale professionnelle, les élèves auraient le choix entre rester au lycée pour des cours de préparation à la poursuite d'études ou partir en stage de 6 semaines avec rémunération. On se demande bien, ce qu'ils vont choisir. Mais la concurrence va être rude avec tous les élèves de secondes générales et technologiques qui devront effectuer un stage sur la même période. Y aura-t-il de la place pour tout le monde ? Si les lycées professionnels sont vides, que feront les professeurs de lycées professionnels pendant cette période ?

Si nous siégeons aujourd'hui alors que nous appelons les collègues à se mobiliser en cette même journée, c'est parce qu'il est de notre devoir de faire remonter cette colère face au manque de moyens chronique dans nos établissements. Ainsi, concernant la préparation de rentrée, Mme la Ministre a une nouvelle fois menti ouvertement en affirmant qu'il n'y aurait pas de suppressions de postes à la rentrée. Ce sont pourtant 139 postes que vous vous apprêtez à supprimer M. Le Recteur, 70 dans le 1^{er} degré et 69 dans le second degré.

La préparation de rentrée confirme que le service public d'Éducation n'est pas la priorité de ce gouvernement : postes supprimés, disparition d'options, de langues vivantes, de dispositifs

d'accompagnement pour tous les élèves, d'heures en petits groupes, menaces sur l'Éducation musicale et les arts plastiques après la suppression de la technologie en Sixième...

Concernant la dotation collège, si nous approuvons le financement fléché de certaines options et le passage à 18H pour les UPE2A, nous dénonçons avec force les seuils retenus pour les ouvertures de classe : 25 en éducation prioritaire c'est trop, 30 pour l'immense majorité des collèges. Les effectifs par classe vont s'alourdir dangereusement. De même, nous dénonçons le seuil d'ouverture de classes en lycée laissé à 35. Les collègues sont exaspérés par la lourdeur des effectifs qui empêchent d'élever le niveau de connaissances des élèves.

Dans le 1^{er} degré, les mobilisations s'organisent dans tous les départements pour défendre la présence d'un service public d'éducation sur l'ensemble de nos territoires. Et personne n'est épargné ! Dans certaines communes rurales, les maires envisagent de jeter l'éponge, quand d'autres ont déjà renoncé à garder leur école ouverte. Dans les quartiers prioritaires, les enfants âgés de 2 à 3 ne sont mêmes plus comptabilisés ! Alors que le ministère dit vouloir en faire une priorité nationale, aucun poste spécifique n'est prévu. Pire, cela pourrait même se traduire dans certaines villes par des fermetures de classes !

Comme si la facture de 70 suppressions de postes ne suffisait pas, vous chercher à imposer, Monsieur le Recteur, la création de 18 postes de Conseillers Pédagogiques sur l'ensemble de l'académie. Au total, la facture est donc de -88 postes, c'est à dire plus élevée encore que celle des -83 postes que nous devons rendre avant les annonces du très éphémère Ministre Attal.

Pour la FSU, les postes d'enseignants doivent être mis directement au service des élèves : nous avons besoin d'enseignants dans les classes, dans les réseaux d'aides, sur des postes de remplaçants...

Pour la FSU, il est indispensable que chaque catégorie de personnel puissent se recentrer sur ses missions premières. La politique de pilotage de l'école, menée depuis maintenant sept ans, ne fait qu'alourdir la charge de travail de tous les maillons de la chaîne hiérarchique et administrative. La perte de sens du métier n'épargne plus personne.

Notre académie ne doit pas avoir à choisir d'aider une catégorie de personnel au détriment d'une autre. C'est donc plus de moyens dans le 1^{er} et 2nd degré qu'il nous faut à la rentrée pour pouvoir travailler dans de bonnes conditions.

Obtenir plus de moyens pour notre académie, abandonner les mesures sélectives pour nos élèves, redonner du temps d'enseignement aux élèves des lycées professionnels, maintenir ou retrouver des groupes classes pour faire société, voilà ce que la FSU revendique pour garder un service public d'éducation qui œuvre au « Toutes et tous capables ! »